



## Israël ordonne la fermeture du plus grand centre communautaire de Jérusalem-Est

### Description

*Les autorités israéliennes ont ordonné, sans préavis, la fermeture temporaire du plus grand centre communautaire de la vieille ville de Jérusalem occupée, privant des centaines d'usagers de ses services.*

Par l'Agence Média Palestine, le 3 mars 2026



Pour en savoir plus sur Burj Al Luqluq, l'Agence Média Palestine s'est entretenue avec son directeur, Muntaser Edkaidek, qui décrit le centre communautaire comme « le plus grand espace à ciel ouvert de Jérusalem-Est ».

Le centre social Burj Al Luqluq est en effet le deuxième plus grand complexe de la vieille ville, après la mosquée Al Aqsa. Son nom vient de la tour historique de l'époque mamelouke, Burj Al Luqluq, qui se trouve sur son terrain. Les locaux de Burj Al Luqluq comprennent des installations

extérieures, notamment un terrain de football et un terrain de basket, des jardins et un espace ouvert sécurisé, ainsi que des installations intérieures, notamment des bureaux, des salles de formation et des salles polyvalentes.

Lorsque le centre a été créé, en 1991, il y avait un projet de construction d'une colonie sur ce terrain, qui prévoyait 220 logements israéliens. Le centre a été créé pour conserver ces terres, et avant tout pour soutenir la communauté juive dans cette partie de la ville. Le projet de colonie a officiellement été abandonné en 1998, et le centre a continué ses activités.

La vocation du centre est de soutenir la communauté juive, et en particulier les enfants, les jeunes et les femmes. Plus de 200 bénévoles s'y relaient, et différents projets se font, du jardinage au sport en passant par la poterie, raconte Muntaser Edkaidek.

Le centre social Burj Al Luqluq est bien plus qu'un simple centre communautaire : il est devenu un pôle d'autonomisation sociale et économique, un laboratoire d'innovation et un espace sûr pour des milliers d'enfants, de jeunes et de femmes de Jérusalem qui font face aux défis de la vie quotidienne sous l'occupation.

Dans une ville marquée par les restrictions, les fermetures et la négligence systématique, Burj Al Luqluq a créé un espace où les gens peuvent rêver, apprendre et s'épanouir. Il est devenu un symbole de résistance, affirmant la présence et l'identité des juives dans l'une des régions les plus contestées du monde.

## Une fermeture arbitraire

Le 17 février au matin, les autorités israéliennes sont venues et ont fermé le centre. Ils nous ont remis un ordre de fermeture et ils ont fermé les portes, et c'était tout, explique sombrement Muntaser Edkaidek.

Les policiers ont fermé de force les bureaux de l'association et expulsé les employées de leur lieu de travail, agissant sur la base d'une décision arbitraire du ministre de la Sécurité nationale ordonnant la fermeture temporaire des bureaux et des installations de l'association.

L'ordre de fermeture, signé par le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, indique être émis en vertu d'une loi interdisant toute activité souveraine de l'Autorité palestinienne à Jérusalem, affirmant être informé des activités menées par, au nom de ou sous l'égide de l'Autorité palestinienne se déroulent à Burj al-Luqluq sans autorisation écrite.

C'est absolument faux, et sans fondement, répond simplement le directeur du centre. L'association a déclaré dans un communiqué qu'elle ferait appel de cette décision par l'intermédiaire d'une équipe d'avocats.

## Étouffer la vie civique

Plusieurs organisations, usagères du centre mais indépendantes de sa structure, dénoncent dans un communiqué commun cette fermeture et son impact sur la société civile de Jérusalem-Est

occupée.

La fermeture de Burj al-Luqluq n'est pas simplement la fermeture d'un centre communautaire, affirme Nadim Nashif, directeur exécutif du collectif [7amleh](#) et usager ponctuel du centre où il organisait des ateliers de formation à la sécurité numérique pour les enfants.

Elle s'inscrit dans le cadre d'un effort systématique visant à étouffer la vie civique palestinienne à Jérusalem, poursuit-il. Cette décision vise à libérer les enfants, les jeunes et les familles qui dépendent du centre comme un espace rare et vital pour l'éducation, la culture et le soutien social. La communauté internationale doit aller au-delà des déclarations de protestation et prendre des mesures concrètes pour protéger la société civile palestinienne et les droits fondamentaux dans la ville.

Pour le collectif 7amleh comme pour plusieurs autres associations et organisations qui fréquentaient le centre, sa fermeture et le raid forcé contre le siège de l'association, l'expulsion de son personnel et la convocation de plusieurs membres de l'équipe reflètent une approche répressive visant à étouffer l'activité culturelle et sociale palestinienne et à imposer de nouvelles restrictions à ses institutions nationales sous des prétextes juridiques fallacieux, comme affirme leur [communiqué commun](#). Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une politique systématique menée par le gouvernement d'occupation pour réduire l'espace civique palestinien à Jérusalem.

Plus de 220 000 colons israéliens vivent à Jérusalem-Est, annexée par la force en 1980. Ces dernières années, Israël a fermé des dizaines d'institutions palestiniennes à Jérusalem-Est, tout en autorisant l'expansion des colonies illégales. Le 10 décembre 2025, l'Autorité foncière israélienne a publié un appel d'offres pour 3 401 logements dans la zone E1, à l'est de Jérusalem, en Cisjordanie occupée.

Ce projet d'extension de la colonie illégale de Maale Adumim va créer une continuité avec Jérusalem-Est occupée, ce qui divisera la Cisjordanie en deux, rompant définitivement la continuité urbaine palestinienne entre Ramallah, Jérusalem-Est occupée et Bethlém. Combiné à la construction d'une route de contournement qui doit débiter ce mois-ci, ce projet entraînera le transfert forcé des Palestiniens vivant dans le secteur.

## Tags

1. colonisation
2. Israël
3. Jérusalem

**date créée**  
2026/03/03